

Brochure n° 3033

**Convention collective nationale**

**IDCC : 635. – NÉGOCE EN FOURNITURES DENTAIRES**

AVENANT DU 30 SEPTEMBRE 2015  
À L'ACCORD DU 18 NOVEMBRE 2014  
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1551130M

IDCC : 635

Entre :

Le COMIDENT,

D'une part, et

La CFDT ;

Le SNEC CFE-CGC ;

La FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord a pour objet la mise en œuvre, dans la branche du négoce en fournitures dentaires, de l'accord national interprofessionnel du 14 décembre 2013 relatif à la formation professionnelle et de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale.

Les signataires comptent déterminer de nouvelles priorités à la formation professionnelle, à savoir, considérer la formation comme un investissement, développer la certification des parcours de formation, améliorer la réponse aux besoins en compétences des entreprises, des salariés, sans distinction de sexe et de statut.

Les dispositions sont le résultat d'un dialogue social constructif.

La reconnaissance et le développement des connaissances passent par la mise en œuvre de tous les dispositifs prévus par les textes.

A ce titre, les partenaires sociaux :

- soulignent la nécessité de permettre aux entreprises, quelle que soit leur taille, d'assurer la traçabilité des actions menées et des informations individuelles relatives au parcours professionnel des salariés ;
- décident, par le présent accord, de mesures concrètes et lisibles visant à adapter la formation dans la branche aux nouveaux défis économiques, technologiques, démographiques, sociétaux et environnementaux, ainsi qu'au nouveau contexte législatif et conventionnel ;

- conviennent de mettre en œuvre des moyens permettant à la branche de jouer un rôle majeur dans l'anticipation de l'évolution des métiers et des qualifications, notamment à travers l'observatoire de l'OPCA retenu ;
- réaffirment le respect des lois et textes en vigueur à la date de la signature du présent accord portant sur l'entretien individuel, l'entretien professionnel, le bilan de compétence, le conseil en évolution professionnelle, le congé individuel de formation, la professionnalisation, la formation des demandeurs d'emploi, les démarches prospectives et l'apprentissage,

et précisent :

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Compte personnel de formation*

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, un compte personnel de formation (CPF) est ouvert pour toute personne dès son entrée sur le marché du travail, jusqu'au moment où elle est admise à faire valoir l'ensemble de ses droits à la retraite.

Le CPF est destiné à favoriser le développement de l'accès à des actions de formation professionnelle tout au long de la vie professionnelle.

Le compte est crédité en heures de formation à la fin de chaque année, à raison de 24 heures par année de travail à temps complet jusqu'à l'acquisition d'un crédit de 120 heures, puis à hauteur de 12 heures par année de travail à temps complet jusqu'au plafond total de 150 heures.

Pour un salarié qui n'a pas effectué une durée de travail à temps complet sur l'année, l'alimentation est calculée au prorata du temps de travail.

Les périodes d'absence pour un congé de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant, d'adoption, de présence parentale, de soutien familial ou un congé parental d'éducation ou pour une maladie professionnelle ou un accident du travail sont intégralement prises en compte pour le calcul des heures créditées sur le compte.

Les organisations signataires soulignent l'intérêt qu'ils attachent à ce dispositif et entendent organiser l'accès des salariés de la branche au CPF, dans les conditions suivantes :

### Abondement du CPF

Lorsque la durée de cette formation est supérieure au nombre d'heures inscrites sur le compte, celui-ci peut faire l'objet, à la demande de son titulaire, d'abondements en heures complémentaires pour assurer le financement de cette formation.

Un abondement automatique du compte peut également résulter, dans les entreprises de 50 salariés et plus, de l'entretien professionnel et de l'état des lieux récapitulatif du parcours professionnel du salarié.

Les périodes de professionnalisation peuvent également abonder le CPF des salariés.

Les abondements mentionnés au présent article n'entrent pas en compte dans le mode de calcul des heures créditées chaque année sur le compte du salarié et du plafond.

### Actions de formation éligibles

Les formations éligibles au CPF doivent relever d'actions de formation qui doivent permettre l'acquisition du socle de connaissances et de compétences défini par le décret n° 2015-172 du 13 février 2015, d'actions d'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience (VAE) ou d'actions de formation visant des qualifications ou des compétences certifiées éligibles au CPF sous réserve de leur inscription sur au moins une des listes visées à l'article L. 6323-16 du code du travail.

## Financement

L'OPCA retenu prend en charge les coûts pédagogiques, les frais de rémunération des salariés et les frais annexes (transport, hébergement, restauration) dans les conditions et limites fixées par le code du travail et en application des règles de gestion arrêtées par son conseil d'administration.

Les entreprises qui ont conclu, en application de l'article L. 6331-10 du code du travail, un accord collectif de gestion interne du CPF consacrent une fraction au moins égale à 0,2 % du montant des rémunérations versées pendant l'année de référence au CPF. Dans ce cadre, elles prennent en charge les dépenses de formation de leurs salariés, sans pouvoir bénéficier des fonds mutualisés du CPF gérés par l'OPCA retenu.

## Période transitoire

Le compte personnel de formation est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Au cours d'une période transitoire 2015-2020, les heures inscrites sur le droit individuel à la formation (DIF) au 31 décembre 2014 pourront être mobilisées par le salarié, le cas échéant complétées par les heures inscrites au CPF, dans la limite d'un plafond total de 150 heures.

## Article 2

### *Démarches prospectives, anticipation des évolutions des métiers*

Les parties signataires conviennent de développer l'observation par la commission paritaire afin d'assurer une veille prospective sur l'évolution des métiers de la branche et d'anticiper leur transformation, l'émergence de nouveaux métiers, voire la disparition de certains. Les observations aideront dans la détermination de la politique de formation et d'apprentissage de la branche.

La commission se réunit au moins quatre fois par an.

Elle comprend un collège salariés désigné par chaque organisation syndicale de salariés représentative au plan national et un collège employeurs composé d'un nombre égal.

Elle est accompagnée, guidée par l'OPCA retenu.

Elle détermine chaque année :

- l'objectif des travaux, définit et valide les cahiers des charges et choisit si besoin les prestataires chargés de la réalisation des études et analyses ;
- le montant de l'enveloppe financière qu'elle estime nécessaire à la prise en charge des études et des analyses en tenant compte des frais de communication et de diffusion des travaux et de leurs synthèses.

Missions :

- mener des études et analyses sur :
  - l'évolution quantitative et le contenu des métiers de la branche en tenant compte des évolutions socio-économiques dont démographiques et technologiques ;
  - les emplois et les compétences de la branche pour déterminer le volume et la nature des futurs emplois et donc les formations nécessaires par des actions anticipatrices ou d'ajustement ;
- assurer le développement et le secrétariat des CQP de la branche ;
- communiquer auprès des entreprises, des salariés, de l'Etat et des régions sur les travaux menés ;
- participer à l'éclairage nécessaire des entreprises et des instances régionales.

Ses travaux doivent permettre aux entreprises de développer des outils de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, et aux salariés d'élaborer et de mettre en œuvre un projet professionnel.

### Article 3

#### *OPCA de branche*

Après présentation, examen et étude détaillée des différentes offres des prestataires habilités, les parties signataires désignent l'OPCA Intergros pour collecter les contributions des entreprises de négoce en fournitures dentaires au titre de la formation professionnelle continue :

- article L. 6331-2 du code du travail : les employeurs de moins de 10 salariés ;
- article L. 6331-9 du code du travail : les employeurs d'au moins 10 salariés.

Sa mission générale est :

- de contribuer à la mise en œuvre d'une politique incitative de développement de l'alternance et de la formation professionnelle au bénéfice des salariés ;
- de proposer d'assurer la collecte, la gestion et le suivi des contributions des entreprises ;
- d'informer, de sensibiliser et d'accompagner les entreprises dans la définition de leurs besoins en formation et de leurs besoins en emplois et compétences ;
- de participer au financement des actions de formation des salariés et des demandeurs d'emploi (actions de formation, de bilans de compétences et de VAE, formation professionnelle continue et de l'apprentissage) ;
- d'informer, de sensibiliser et d'accompagner les entreprises, en particulier les TPE-PME, sur les différents dispositifs de formation qu'elles peuvent mobiliser au bénéfice des salariés et des demandeurs d'emploi, ainsi que sur ses conditions d'intervention financière au titre de ces dispositifs.

Plus précisément :

- d'aider dans la définition des besoins en formation l'optimisation des moyens financiers mobilisables pour mettre en œuvre les actions de formation envisagées ;
- d'optimiser la prise en charge des coûts, des prestations d'accompagnement des entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle ;
- de mettre en place des projets collectifs s'ils sont de nature à répondre à des besoins communs à plusieurs entreprises ;
- de participer à l'identification des compétences et des qualifications mobilisables au sein de l'entreprise et à la définition des besoins collectifs et individuels au regard de la stratégie de l'entreprise, en prenant en compte les objectifs définis par la branche ;
- de s'assurer de la qualité des formations dispensées en communiquant les résultats par semestres bruts ou débriefés ;
- d'assurer un service de proximité auprès des entreprises ayant notamment pour objet, sur chaque territoire, d'identifier et de formaliser les besoins en formation des entreprises et de les accompagner pour financer leurs projets ;
- de rechercher des cofinancements ;
- de solliciter l'observatoire des métiers de la branche.

### Article 4

#### *Commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP)*

La CPNEFP se compose au maximum de deux représentants (un titulaire et un suppléant) de chacune des organisations de salariés et d'un nombre de représentants employeurs égal au nombre des membres salariés.

Ils se rencontrent au moins quatre fois par an.

Les missions de la commission sont :

- d’assurer le suivi et la synthèse des différentes réflexions et études menées, au plan national, en matière d’emploi et de formation professionnelle, dans le domaine du négoce dentaire ;
- de mettre en œuvre les dispositions de l’accord de formation ;
- de solliciter l’observatoire des métiers de la branche ;
- de contrôler tant de manière proactive, qu’en post-formation les coûts et les bilans.

## **Article 5**

### *Entrée en vigueur et révisions*

Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant l’arrêté d’extension publié au *Journal officiel* et en tout état de cause pas avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

L’extension ne concerne pas la partie relative aux demandeurs d’emploi.

L’article 3 s’applique à la collecte, par l’OPCA, des contributions relatives à la formation professionnelle continue dues par les entreprises à partir de 2016 au titre de la masse salariale 2015.

L’OPCA Intergros collectera les contributions obligatoires et les éventuels versements volontaires.

Dans toutes hypothèses, le présent accord pourra, à tout moment, faire l’objet d’une révision dans le cadre d’un avenant conclu paritairement dans les mêmes conditions de forme.

Les parties signataires conviennent de se réunir :

- au moins tous les 3 ans pour négocier sur les objectifs et les moyens de la formation professionnelle ;
- dans les meilleurs délais suivant toute modification significative de la législation ou de la réglementation ayant une incidence majeure sur les clauses du présent accord, et dans un délai de 2 ans afin d’effectuer un bilan d’étape concernant la mise en œuvre et l’application du présent accord.

Une évaluation du présent accord est réalisée en vue de la négociation triennale sur l’application des dispositions du présent accord, les priorités, les objectifs et les moyens de la formation professionnelle des salariés, prévue à l’article L. 2241-6 du code du travail et afin d’assurer spécifiquement le suivi régulier des dispositions financières de l’accord par le CPNEFP.

## **Article 6**

### *Portée*

Les dispositions du présent accord sont soumises aux dispositions de l’article L. 2253-1 du code du travail.

L’accord ne remet pas en cause les accords d’entreprise, d’établissement ou de groupe, plus favorables aux salariés conclus avant son entrée en vigueur.

Les conventions ou accords de groupe, d’entreprise ou d’établissement ne peuvent comporter des clauses dérogeant en tout ou partie aux dispositions du présent accord, sauf dispositions plus favorables aux salariés.

## **Article 7**

### *Champ d’application et durée*

Le présent avenant est applicable à dater du premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel*. Il sera également demandé un arrêté d’extension.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Conformément à l’article L. 2261-3 du code du travail, toute organisation syndicale ou patronale n’étant pas partie du présent accord pourra y adhérer.

## **Article 8**

### *Dépôt*

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives de salariés au niveau national dans la branche dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Le présent accord sera, en outre, notifié par messagerie électronique et par recommandé aux organisations syndicales de salariés représentatives dans la branche du négoce en fournitures dentaires.

L'accord sera inséré en annexe de la convention collective nationale mise à jour par l'accord du 18 novembre 2015 et soumis à la procédure d'extension auprès du ministère du travail à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 30 septembre 2015.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

---

### Lexique

ANI : accord national interprofessionnel.  
CEP : conseil en évolution professionnelle.  
CFA : centre de formation d'apprentis.  
CIF : congé individuel de formation.  
CNCP : commission nationale de la certification professionnelle.  
CNEFOP : conseil national, de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle.  
COPANEF : comité paritaire interprofessionnel national pour l'emploi et la formation.  
COPAREF : comités paritaires interprofessionnels régionaux pour l'emploi et la formation.  
CPC : commission professionnelle consultative.  
CPF : compte personnel de formation.  
CPNAA : commissions paritaires nationales d'application de l'accord.  
CPNEFP : commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle.  
CPRDFOP : contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle.  
CQP : certificat de qualification professionnelle.  
CREFOP : conseils régionaux de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle.  
CSA : contribution supplémentaire à l'apprentissage.  
FPSPP : fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels.  
OCTA : organisme collecteur de la taxe d'apprentissage.  
ONPMQ : observatoire national paritaire des métiers et des qualifications.  
OPCA : organisme paritaire collecteur agréé.  
POEC : préparation opérationnelle à l'emploi collective.  
POEI : préparation opérationnelle à l'emploi individuelle.  
RNCP : répertoire national des certifications professionnelles.  
ROME : répertoire opérationnel des métiers et des emplois.